

**PORTANT COMPOSITION DU JURY DE LA PASSERELLE STAPS-KINE DE LA LICENCE 1 STAPS**

**ANNEE UNIVERSITAIRE 2019-2020**

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE**

Vu l'article L613-1 modifié du Code de l'éducation,  
Vu le décret n°2015-1110 du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,  
Vu l'arrêté du 23 décembre 1987 modifié relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapeute, de laborantin d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien,  
Vu l'arrêté du 16 juin 2015 modifié relatif à l'admission dans les instituts préparant au diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute,  
Vu l'arrêté du 2 septembre 2015 modifié relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,  
Vu l'arrêté du 31 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 16 juin 2015 relatif à l'admission dans les instituts préparant au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute  
Vu la convention de partenariat relative à la sélection des étudiants par la voie universitaire pour l'admission à la formation préparant au diplôme d'Etat (DE) de masseur-kinésithérapeute du 27 juin 2018

**ARRETE**

**Article 1 :**

La composition du jury de la passerelle STAPS-Kiné de la licence 1 staps de l'UFR STAPS comme suit :

**Membres du jury :**

Éric DORE, Président du jury, MCF  
Nasser HAMMACHE, Vice-président du jury, PRCE

Nathalie BOISSEAU, PU  
Pascal GIRODET, Enseignant contractuel  
Alain GRIMBERT, PRAG  
Sébastien MAITRE, MCF  
Philippe VASLIN, MCF  
Julien VERNEY, MCF

**Invité avec voix consultative :**

François BRIDON, Directeur de l'IFMK de Vichy

**Article 2 :**

L'arrêté 2020-045 est abrogé.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des services de l'Université Clermont Auvergne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 20/02/2020

Le Président de l'Université Clermont Auvergne

Mathias BERNARD François PAQUIS

- Transmis au contrôle de légalité le

- Publié le

20 FEV. 2020

**Modalités de recours :** En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.